



L'ÉDITO

de

DENIS JEAMBAR

Journaliste et écrivain
edito@nicematin.fr

Le scrutin oublié

Alors que les mondes politique et médiatique concentrent leurs regards sur les élections régionales des 20 et 27 juin, un autre scrutin passe sous leurs radars. Les élections départementales se dérouleront, pourtant, au même moment et permettront d'avoir une image beaucoup plus fine des rapports de force politiques dans le pays.

Avec le canton pour circonscription électorale, cette consultation est d'autant plus instructive qu'elle a été instaurée dès 1833 alors que les régionales n'ont vu le jour qu'en 1986. Autant dire que la désignation des conseillers départementaux, appelés jusqu'en 2015 conseillers généraux, participe à l'histoire politique du pays et permet d'en mesurer les évolutions sur le long terme. Ce scrutin majoritaire binominal (on élit un tandem femme-homme) nous en apprendra donc plus sur l'état

de l'électorat que des régionales devenues un champ de bataille pour la présidentielle, notamment pour Emmanuel Macron. Très local, il reflète en effet l'enracinement réel des partis dans les 2054 cantons que compte l'Hexagone. Il est le baromètre

« Elections départementales : le paysage a peu changé depuis cinq ans. »

le plus précis de leurs forces et de leurs faiblesses. On comprend à l'examen de la situation actuelle que La République en marche (LREM) n'en fasse pas un enjeu national. Au même titre que La France insoumise (LFI) et les écologistes, ces formations ne sont pratiquement pas présentes dans ce pays profond plus rural qu'urbain. La dernière consultation de 2015 montre, comme les municipales de 2020, que les partis traditionnels y tiennent encore le haut du pavé.

LR et les divers droite contrôlent 67 départements ; le PS et ses alliés 30. Le vote de 2015 avait provoqué un violent basculement des conseils départementaux de la gauche vers la droite, à l'image de ce qui s'était aussi passé dans les régions à ce moment-là.

En apparence, le paysage a peu changé depuis cinq ans. Rien n'indique que LREM, LFI et même les Verts aient progressé de manière significative dans les circonscriptions cantonales. Il en va tout autrement du Rassemblement

national (RN) ! Il s'y est implanté à bas bruit, utilisant la catégorie des divers droite pour avancer. A moitié masqué d'ailleurs, comme

en témoigne la droitisation de bien des professions de foi sur les thèmes « insécurité/identité/immigration ». Pour démontrer sa volonté de proximité, Marine Le Pen sera, d'ailleurs, candidate dans le canton d'Hénin-Beaumont 2 dans le Pas-de-Calais. Cette infiltration locale du RN portera-t-elle ses fruits ? Son score dans ces départementales, tout comme celui des Républicains et du PS en diront tout autant, voire plus, sur l'état politique du pays que le show des régionales.